

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

OBJET DU MARCHE

Mission d'assistance juridique à maîtrise d'ouvrage pour la rénovation énergétique et l'optimisation du taux d'occupation du site Guichard, situé 10 rue Claude Guichard à Clermont-Ferrand (63).

MAITRE DE L'OUVRAGE

Ministère de l'économie des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
Secrétariat général
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)
Sous-direction de l'immobilier
Bureau Immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO)
120 rue de Bercy
Télédoc 771
75572 PARIS CEDEX 12

SERVICE CHARGE DE L'OPÉRATION

Ministère de l'économie des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
Secrétariat général
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)
Sous-direction de l'immobilier
Bureau Immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO)
Antenne immobilière Alpes Centre Est
10 rue Stella
69002 LYON

DIRECTIONS UTILISATRICES

DDFIP du Puy-de-Dôme
2 rue Gilbert Morel
63033 CLERMONT-FERRAND Cedex01

DISI Rhône-Alpes-Auvergne-Bourgogne
1, rue Saint Hippolyte
69008 LYON

PREAMBULE

L'Établissement des Services Informatique (ESI Guichard) de Clermont-Ferrand comprenait, jusqu'à mi-2021, des bureaux, deux ateliers d'édition et un restaurant inter-administratif. Les deux ateliers ont été transférés sur un autre site laissant une superficie vacante d'environ 1 200 m². Souhaitant optimiser l'occupation du bâtiment, la DDFiP (Direction Départementale des Finances Publiques) et la DISI (Direction des Services Informatiques) souhaitent aménager les surfaces vacantes et rénover les bureaux actuels pour les transformer selon les règles de la politique immobilière de l'État fixées par la circulaire Premier Ministre du 8 février 2023, introduisant le ratio normatif de performance immobilière (16 à 18 m² SUB/résident).

Outre la densification, l'opération a pour objet :

- L'amélioration de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment ;
- L'amélioration du confort thermique et de la qualité d'air à l'intérieur du bâtiment ;
- Le réaménagement intérieur complet des bureaux selon le standard des nouveaux espaces de travail ;
- La réfection complète des installations électriques pour les adapter au nouvel usage du site et aux normes actuelles ;
- La réfection des appareils élévateurs et ascenseurs nécessaires ;
- La mise en accessibilité de l'ensemble des plateaux du bâtiment (hors R+1 de l'aile principale) ;
- La modification d'équipements afin de réduire les consommations énergétiques du site ;
- La mise en place de panneaux photovoltaïques.

Ces travaux seront réalisés au moyen d'un marché public global de performance (M.P.G.P) au sens du Code de la Commande Publique, avec un groupement permettant d'associer la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance technique de l'ouvrage durant 3 ans après le début de la phase d'exploitation. Le montant de l'investissement relatif aux prestations de conception et de réalisation des travaux est estimé à 12,7 M€ HT

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur une mission de services juridiques pour le montage, l'attribution et le suivi de l'exécution du marché public global de performance (MPGP) en vue de la rénovation énergétique et de l'optimisation du taux d'occupation du site Guichard à Clermont-Ferrand.

La présente mission doit permettre d'assister le maître d'ouvrage tout au long du déroulement de l'opération pour :

- garantir la solidité juridique du contrat établi dans le cadre du MGP, du déroulement de la négociation, et des échanges à caractères contractuel, juridique et administratif avec le titulaire du MGP
- préserver les intérêts du maître d'ouvrage en toutes circonstances et lors d'éventuelles situations de précontentieux.

Le prestataire ne bénéficie pas d'une exclusivité pour la partie contentieuse.

1.2 - FORME DU MARCHÉ

Le présent contrat est un marché au sens de l'article L1111-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

Le marché comporte une partie à prix forfaitaire et une partie à prix unitaires. La partie à prix unitaires est conclue sans engagement de commande ou de montant minimum. En cas d'absence de commande, le titulaire ne peut, sur ce seul fondement, prétendre à aucune indemnité.

1.3 - MODE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

La procédure de passation est une procédure adaptée en raison de la valeur estimée du besoin inférieur aux seuils européen en application des articles R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique (CCP).

1.4 - PRESTATIONS SIMILAIRES

Il est précisé que, pour la réalisation de prestations similaires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, comme le prévoit l'article R 2122-7 du CCP. La possibilité de recourir au marché de prestations similaires est ouverte dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - PIECES PARTICULIERES

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, l'annexe 1 n'étant contractualisée que pour établir la facturation selon le type de prestation,
- le présent cahier des clauses particulières (CCP),
- l'offre du titulaire (mémoire et DPGF) telle qu'établie, le cas échéant, à l'issue de la négociation.

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du présent marché, ces pièces prévalent, sauf cas d'erreur manifeste, dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

2.2 - PIECES GENERALES

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI-Option A) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les textes en vigueur réglementant les professions juridiques et la profession d'avocat. Etant réputés connus, ils ne sont pas joints matériellement au présent marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de lancement de la consultation ayant conduit à la conclusion du présent contrat.

ARTICLE 3 - CONTENU DU MARCHÉ

Le présent marché est composé :

- d'une partie forfaitaire (Mission 1) portant sur une mission globale d'assistance juridique à la maîtrise d'ouvrage comprenant :
 - la rédaction de l'ensemble des pièces contractuelles administratives(hors programme) et de consultation du MPGP (sur la base d'un clausier-type fourni au titulaire),
 - l'accompagnement juridique dans le déroulement de la procédure et la rédaction des documents juridiques afférents, le pilotage du contrat, jusqu'aux opérations de réception de la phase conception-réalisation,
- d'une partie unitaire (Mission 2) comprenant l'assistance pour répondre à un mémoire de (pré) contentieux en première présentation et au-delà.

Le dossier de consultation de l'AMO conduite d'opération ayant été communiqué en phase de consultation, le titulaire a prévu dans son offre l'ensemble des interfaces nécessaires à la bonne conduite opérationnelle du projet.

3.1 - PARTIE FORFAITAIRE (Mission 1)

La prestation a pour objectif d'assurer la régularité juridique du déroulement de la procédure de MPGP à compter de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la notification du marché et de fournir une assistance juridique au pouvoir adjudicateur en phase conception-réalisation. Il est attendu du titulaire un devoir de conseil permettant de prévenir tout risque juridique et opérationnel pour le maître d'ouvrage sur cette opération immobilière, dans une logique de maîtrise des coûts et des délais, et de collaboration en équipe-projet avec l'AMO conduite d'opération.

Phase 1 : Rédaction des pièces contractuelles du MPGP

Le titulaire du présent marché devra assister le maître d'ouvrage pour le lancement de l'appel à candidatures et la définition du montage réglementaire de la consultation, ainsi que pour la détermination des critères d'attribution.

La prestation comprend :

- la participation à une réunion de lancement,
- la participation aux réunions de mise au point des pièces sur demande du pouvoir adjudicateur,
- la vérification de la cohérence des éléments du programme performanciel et des divers éléments produits par l'assistant à maîtrise d'ouvrage pour la conduite d'opération avec l'ensemble des pièces contractuelles du MPGP,
- l'élaboration de la liste des informations et documentations à fournir par les candidats,
- la vérification du montant de l'indemnisation à prévoir pour les candidats non retenus, établi par l'AMO COP,
- l'établissement d'une grille des risques et des actions préventives correspondantes,
- la rédaction du règlement de consultation
- l'assistance à la contractualisation : rédaction du projet de contrat global et ses annexes, modalités d'exécution et d'évolution du contrat, vérification des clauses, stratégie d'allocation des risques ; coordination avec l'AMO conduite d'opération sur la rédaction des clauses relatives aux engagements de performances, aux pénalités, aux formules de révisions de prix, et à la partie exploitation-maintenance

Phase 2 : Assistance au choix du titulaire du MPGP lors de la négociation

Modalités de la procédure

La négociation prévoira 2 tours et une offre finale dans un planning prévisionnel contraint, entre 3 candidats. Le niveau de rendu servant de support est celui d'un Avant-Projet Sommaire (APS).

L'assistance comprend :

- la participation aux réunions sur demande du pouvoir adjudicateur,
- la participation aux séances de négociation
- l'aide à la composition de la commission de choix et à la définition des modalités d'audition des candidats,
- la vérification du cadre des questions / réponses,
- l'assistance à la rédaction des courriers aux candidats non retenus lors des phases de sélection des candidatures puis à l'issue de la négociation

Le prestataire assistera également le pouvoir adjudicateur pour :

- l'analyse des modifications contractuelles proposées le cas échéant par les candidats dans le cadre de la négociation,
- la vérification des comptes-rendus et autres relevés de décision,
- la rédaction des réponses aux questions administratives et juridiques posées par les candidats,
- la vérification des réponses aux questions des candidats non retenus relatives à la procédure de sélection,

- l'analyse de la recevabilité juridique des éventuelles variantes, des risques juridiques et contentieux des différentes propositions,
- le cas échéant, il formulera un avis/conseil étayé écrit sur le projet de déclaration sans suite ou d'infructuosité de la procédure.

Après la remise des offres finales, le titulaire devra piloter la mise au point du contrat, en rédigeant le document de mise au point, en coordination avec l'AMO conduite d'opération, et en participation aux réunions de préparation et aux séances de mise au point, et en menant le travail de conseil et d'assistance juridique nécessaire.

Phase 3 : Assistance en phase conception-réalisation

La prestation comprend :

- la participation au suivi des demandes de modifications du projet,
- la participation au suivi des éventuelles modifications du contrat,
- le visa des ordres de service,
- la rédaction des projets d'avenant,
- l'assistance aux réunions de négociation comprenant un volet contractuel avec le titulaire du MPGP, en accord avec le maître d'ouvrage,
- une assistance pour l'organisation des procédures de « tuilage » entre la maintenance assurée par le titulaire du MPGP et les contrats de maintenance existants,
- l'assistance juridique au maître d'ouvrage au cours de la phase réalisation (rédaction de courriers, propositions de procédures à mettre en œuvre le cas échéant,...)
- l'assistance juridique au maître d'ouvrage lors des opérations de réception des travaux,
- l'assistance juridique au maître d'ouvrage lors des opérations de levées des réserves.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra fournir durant cette phase un avis circonstancié pour une situation soulevant des difficultés juridiques, ainsi que sur les voies possibles pour les résoudre. Cela pourra prendre la forme d'une assistance pour répondre à des courriers, pour l'application des pénalités ou intéressements, la mise en jeu des garanties et assurances, la mise en place d'éventuelles actions juridiques (par exemple : mise en demeure).

La consultation juridique pourra prendre la forme :

- d'une consultation juridique téléphonique : le titulaire est interrogé sur une situation exigeant une réponse rapide,
- d'une consultation juridique écrite (mail, courrier) : le titulaire est sollicité sur une situation n'appelant pas une réponse immédiate et qui est écrite.

Le titulaire peut demander au pouvoir adjudicateur toute information nécessaire à l'élaboration de sa réponse.

Le délai maximal de réponse du titulaire aux questions / demandes d'avis du pouvoir adjudicateur est de sept jours ouvrés.

3.2- PARTIE UNITAIRE (Mission 2)

Assistance pour répondre à un mémoire (pré) contentieux en première présentation

Cette prestation concerne l'analyse contractuelle d'un mémoire contentieux ou précontentieux ainsi que l'aide à la réponse.

Elle comprend :

- l'analyse du mémoire dans l'environnement contractuel, technique et contentieux du moment et la définition des points saillants synthétisée dans une fiche d'analyse initiale,
- l'établissement d'une fiche d'actions et de suite à donner,
- l'établissement d'un projet de mémoire en réponse,
- l'établissement d'un avis sur le projet de réponse définitif du Maître d'Ouvrage
- la participation à des échanges téléphoniques ou à des courriers électroniques entre les parties,
- la participation à des réunions avec l'entreprise titulaire et la rédaction des comptes-rendus.

Assistance pour répondre à un mémoire (pré) contentieux, au-delà de la première présentation

Cette prestation concerne l'analyse d'une version revue d'un mémoire contentieux ou pré contentieux et déjà analysé en première présentation, ainsi que l'aide à la réponse.

Elle comprend :

- l'analyse du mémoire,
- la révision de la fiche d'actions et de suite à donner,
- la révision du projet de mémoire en réponse,
- l'intégration des remarques formulées par le Maître d'Ouvrage,
- la participation à des échanges téléphoniques ou par courriers électroniques entre les parties,
- la participation à des réunions avec l'entreprise titulaire et les comptes-rendus de réunion.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 - MISE EN PLACE DE L'EQUIPE PROJET et DESIGNATION INTERLOCUTEUR UNIQUE

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe), laquelle figure dans son offre.

4.2 - REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trois semaines à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 10 jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés soit par voie électronique soit par tout autre moyen permettant d'attester de la date de réception de la décision ou de l'information.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG PI.

4.3 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

La partie forfaitaire s'exécute dès la notification du marché.

La partie unitaire donne lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins éventuels apparaissant en cours d'exécution du MPGP.

4.3.1 Délais d'exécutions des prestations

Le titulaire s'engage dans son offre sur les délais de remise des divers rapports et avis. Les délais renseignés dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement constituent l'unique délai contractuel.

4.3.2 Remise des rapports et avis écrits

Les documents dus par le titulaire sont remis sous la forme d'un fichier informatique au format PDF. Ils contiennent les éléments d'analyse et de conseil juridique étayés permettant au pouvoir

adjudicateur d'apprécier la conduite à tenir.

Les autres échanges écrits sont réalisés par tout moyen permettant une transmission dans les meilleurs délais.

L'ensemble des échanges est effectué en français.

4.4- ACCEPTATION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, les rapports et avis de validation / non validation sont réputés acceptés par le pouvoir adjudicateur si ce dernier n'a pas émis d'observations dans les 15 jours calendaires suivant leur réception.

Un ajournement ou un rejet avec obligation de présenter à nouveau les prestations n'ouvrent droit ni à une rémunération supplémentaire, ni au paiement des frais y afférent.

Le délai de vérification court à compter de la réception, par le pouvoir adjudicateur, du ou des livrables concourant à la réalisation de la mission.

4.5- CONFIDENTIALITE

Tous les renseignements et documents portés à la connaissance du titulaire au cours de l'exécution du marché sont considérés comme confidentiels et ne doivent en aucun cas être communiqués par celui-ci à des tiers sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur. Le prestataire s'engage à faire respecter la clause à l'ensemble de son personnel et à ses sous-traitants et fournisseurs éventuels.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

4.6- PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 35.1 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur acquiert les droits pour une libre utilisation des résultats des études et analyses remises par le titulaire.

4.7- EXECUTION PERSONNELLE DES PRESTATIONS

4.7.1 Obligations générales d'exécution

Le titulaire exécute personnellement les missions qui lui sont confiées. Il peut cependant faire réaliser certaines prestations par un cocontractant ou un sous-traitant.

4.7.2 Sous-traitance

En application de l'article L2193-3 du code de la commande publique, les prestations relatives à la rédaction des pièces contractuelles du MPGP ne peuvent faire l'objet d'une sous-traitance en tant que prestation considérée comme essentielle.

Les autres parties du marché peuvent faire l'objet d'une sous-traitance sous réserve que le sous-traitant soit préalablement accepté et ses conditions de paiements agréées par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire demeure responsable de la prestation sous-traitée et veille au respect par ses sous-traitants des obligations contractuelles pesant sur lui. Ces sous-traitants sont soumis au même degré d'exigence professionnelle que le titulaire.

4.8- ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de la phase de rédaction des pièces contractuelles du MPGP ou à l'issue de la notification du MPGP.

Cet arrêt ne donne pas lieu à indemnité au profit du prestataire et entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE

La durée prévisionnelle du marché est de 54 mois à compter de sa date de notification. Cette durée correspond à la durée prévisionnelle de réalisation de l'ensemble du projet : passation du marché global de performance, études et travaux y compris les opérations de réception et la période de parfait achèvement.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément à l'article L2194-1 du CCP des modifications concernant des ajouts/suppressions de prestations qui pourront être réalisées par application de la présente clause.

Des prestations en lien avec l'objet du marché pourront être ajoutées au bordereau des prix unitaires, par voie d'avenant, après acceptation du devis du titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Les prix unitaires remis dans le cadre de la demande de devis devront être en cohérence avec les prix du bordereau des prix unitaires du présent marché.

L'acceptation du devis sera formalisée par voie d'avenant.

ARTICLE 7 - PRIX

7.1 - FORME DES PRIX

La partie forfaitaire est rémunérée par les prix définitifs globaux et forfaitaires mentionnés à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Ces prix sont révisibles selon les modalités fixées ci-dessous. Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et sujétions induites.

La partie unitaire est rémunérée par les prix définitifs unitaires mentionnés à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les prix sont exprimés en euros.

7.2 - REVISION DES PRIX

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois M0 indiqué en première page de l'acte d'engagement.

Les prix sont révisés par application de la formule de révision suivante :

$$P = 0,125 + 0,875 (PPS / PPS_{M0})$$

Dans laquelle :

- P est le taux de révision applicable au prix ;
- PPS est l'indice de prix de production des services pour le marché français — 001664447 CPF 69.10 - services juridiques ;
- PPSM0 est l'indice de prix de production des services pour le marché français — 001664447 CPF 69.10 — services juridiques du mois M0 du marché.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES PRESTATIONS

8.1 - AVANCE

Une avance, telle que prévue aux articles R 2191-3 et suivants du code de la commande publique, est accordée au titulaire à un taux de 5%. Le titulaire peut en refuser le versement.

8.2 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

8.3 - ACOMPTES

8.3.1 Délai de paiement et intérêts moratoires

Pour chaque élément de mission, les acomptes sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement ; les décomptes partiels définitifs consécutifs à la réception d'un élément d'étude par le pouvoir adjudicateur sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement correspondante.

Ces délais ne peuvent être suspendus qu'une seule fois et par envoi au titulaire, huit jours avant l'expiration du délai d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement. Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

8.3.2 Répartition des paiements

Partie forfaitaire :

La prestation est réglée en plusieurs versements, au fur et à mesure de l'avancement des prestations, après établissement du service fait, dans la limite des montants respectifs des prestations prévues dans l'annexe financière.

Partie unitaire :

Le prestataire perçoit, à l'issue de la prestation commandée, au vu du service fait, un règlement correspondant aux prestations exécutées, sur présentation d'une facture détaillant les volumes horaires de chaque catégorie d'intervenant.

Le pouvoir adjudicateur utilisera le service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'informations EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion dématérialisée de la facturation des marchés de prestations intellectuelles. L'ensemble des factures du présent marché sera par conséquent transmis via EDIFLEX selon les termes de la convention d'interchange relative à ce service jointe en annexe 1 du présent CCP.

Le titulaire bénéficiera, comme l'ensemble des prestataires participant à l'opération, d'une formation à l'utilisation de ce service électronique. Il devra alors respecter les conditions d'utilisation.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG PI, les dates de présentation des situations par l'entreprise, de vérification et de validation telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service EDIFLEX feront foi.

ARTICLE 9 - PENALITES- RESILIATION

Les pénalités sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour calendaire de retard, ou en cas d'absence à une réunion, applicable sans mise en demeure, sur simple constat du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, la pénalité est applicable quel que soit le montant dû.

ARTICLE 10 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission 1 (partie forfaitaire) de l'AMO juridique s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement. L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 29.1 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 11 - RESILIATION DU MARCHE

En dehors du cas de l'arrêt des prestations, le marché peut également être résilié en application des articles 37 à 40 du CCAG-PI ainsi que de l'article L2141-12 du CCP.

Par dérogation à l'article 39.1.e) du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des opérations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de deux semaines, ou de récusation de celui-ci dans un délai de deux semaines.

ARTICLE 12 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

12.1 – RESULTATS DU MARCHE

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que définis à l'article 32 du CCAG-PI.

12.2- REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIF AUX RESULTATS

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et à tous les services de l'Etat le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour la France.

Les documents rendus au titre du présent marché pourront être utilisés comme documentation technique pour les marchés conclus dans le cadre de marchés futurs.

Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

12.3 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIF AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES

Le régime des connaissances antérieures du titulaire ou des tiers est prévu à l'article 24 du CCAG-PI.

En complément de l'article 33 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à informer l'acheteur, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour leur réalisation et du régime des droits y afférent.

Le titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent marché public. Le cas échéant, le titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats. Les droits afférents aux Connaissances antérieures sont concédés dans les conditions de l'article 34.2 du CCAG-PI.

ARTICLE 13 - CLAUSES DIVERSES

13.1 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Le nantissement du marché ou la cession de créances peuvent intervenir selon les modalités exposées aux articles 4.2 du CCAG-PI et aux articles R 2191-25 et suivants du code de la commande publique.

13.2 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le prestataire dispose d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir au titre de ces activités.

ARTICLE 14 – REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : achat-bimo.siep@finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux. La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

ARTICLE 15 - LITIGES

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est le :

Tribunal administratif de Clermont-Ferrand

6, Cours Sablon

CS 90129

63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Téléphone : 04 73 14 61 00

Greffe du tribunal : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU C.C.A.G. - P.I.

Dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI par l'article 4.2 du présent CCP, Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI par l'article 2.1 du présent CCP, Dérogation à l'article 11 du CCAG-PI par l'article 8.3.2 du présent CCP, Dérogation aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG-PI par l'article 9 du présent CCP.

Dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI par l'article 4.4 du présent CCP,
Dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI par l'article 10 du présent CCP,
Dérogation à l'article 39.1.e du CCAG-PI par l'article 11 du présent CCP,

Fait à Paris,
Le chef du bureau Immobilier
et Maitrise d'Ouvrage

ANNEXE 1

Marché de Prestations intellectuelles

CONVENTION D'INTERCHANGE

relative au service d'échange électronique
de Gestion Financière des Marchés

1 OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION D'INTERCHANGE

La présente convention fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion dématérialisée de la facturation des marchés de prestations Intellectuelles par la société EPICTURE en accord avec le Maître d'Ouvrage « ETAT — Ministères économiques et financiers / secrétariat Général / SIEP / BIMO / Antenne immobilière de Lyon » pour la mission d'assistance juridique à maîtrise d'ouvrage pour la rénovation énergétique et l'amélioration du taux d'occupation du site Guichard à Clermont-Ferrand (63).

CONTACT EPICTURE :

01 44 41 02 24

support@eoicture.fr

Objectifs du service EDIFLEX :

- Gagner 2 à 3 semaines sur le circuit des documents afin que le service financier du maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les prestataires connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- Eviter les litiges ou retards :
 - en sécurisant le calcul des montants financiers par le respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics,
 - en uniformisant la présentation des documents,
 - en permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- Réduire les coûts de Gestion administrative des règlements pour tous les acteurs.

2 PARTIES CONCERNEES

Les parties ci-dessous désignées conviennent des dispositions arrêtées dans la présente convention :

- Le Maître d'ouvrage,
- Le titulaire de la mission d'assistance juridique.

3 MODALITES

La présente convention prend effet à la date de notification du présent marché de prestations intellectuelles.

Cette annexe prévaut aux articles du CCAG énoncés à la fin des présentes, liste non limitative.

4 OBJET DU SERVICE

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes

4.1 Le Maître d'ouvrage

- En tant qu'administrateur du service Ediflex, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et vérifie les index de révision utilisés dans les marchés.

- En tant que responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés (marché initial, avenants éventuels, prestations modificatives et sous-traitants en paiement direct).
- Il valide les DPGF des prestataires intellectuels (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire des marchés) ou les bordereaux de prix (marchés à prix unitaires).
- Il vérifie et valide les demandes d'acompte avant de les éditer pour mise en paiement.

4.2 Les titulaires des marchés

- Ils consultent les conditions financières de leur marché puis enregistrent sur écran les DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ou les bordereaux de prix correspondant à leur corps d'état ou domaine d'activité en accord avec le Maître d'ouvrage, ceci pour leur marché initial et les éventuels avenants ou prestations supplémentaires.
- Ils présentent leurs situations par saisie de leurs avancements et des montants à payer à leurs sous-traitants.
- Si nécessaire, ils signent les documents papier « Attestation de Paiement Direct » concernant les sous-traitants.
- Le mandataire d'un groupement vérifie les situations présentées par ses cotraitants.

NB : les cotraitants d'un groupement doivent disposer d'un accès au service lorsque les paiements ne sont pas effectués vers un compte bancaire unique pour le groupement.

4.3 Dates de saisie des données

- Saisie des marchés par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant leur notification,
- Mise au point des DPGF en liaison avec le Maître d'ouvrage, puis saisie des DPGF ou des bordereaux de prix dans les 25 jours suivant la notification du marché.
- Demandes d'acompte :
 - Le titulaire les présente sur les écrans EDIFLEX suivant le calendrier établi par le Maître d'ouvrage,
 - Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+30.

4.4 Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Les demandes d'acompte sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée de l'opération jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant. Les abonnés peuvent télécharger sur leur ordinateur les situations archivées sur le serveur EDIFLEX pour les éditer en local.

C'est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (états d'acompte et décompte général, pièces qui doivent être archivées sur support papier par le maître d'ouvrage dans sa comptabilité selon les exigences légales.

4.5 Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à partir de la date de notification des marchés ; les abonnés seront alors convoqués à une séance de formation au service EDIFLEX (délai de convocation : 10 jours minimum). Les codes d'accès et mot de passe seront remis aux participants lors de la séance de formation.

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

L'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsque le maître d'ouvrage aura validé et édité le décompte général du titulaire et qu'il aura transféré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX vers son ordinateur. Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le maître d'ouvrage à la société **EPICTURE**.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

4.6 Rôle de la société EPICTURE

4.6.1 La société **EPICTURE** exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une / journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises,
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au jeudi de 9h00 à 13h00 et 14h00 à 18h00, le vendredi de 9h00 à 13h00 et 14h00 à 17h00. En dehors des heures de bureaux les abonnés peuvent émettre des messages électroniques qui seront traités dès réception pendant les heures de bureau.

4.6.2 Qualité de service

La société **EPICTURE** garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables de 7h à 20h (du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %/».

4.6.3 Obligation de discrétion

Les documents ou renseignements fournis par les abonnés au service, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par la société EPICTURE sont couverts par le secret professionnel. En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société EPICTURE s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

5 TERMINAL D'ACCES AU SERVICE

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et d'une adresse électronique.

6 CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

6.1 Authentification de l'abonné

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

6.2 Emission d'informations

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des demandes d'acompte, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

6.3 Réception d'informations

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible.

Les validations par un intervenant des marchés et des demandes d'acompte, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent accusés de réception pour l'intervenant suivant.

6.4 Edition d'informations sur support papier

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général.

6.5 Convention sur la preuve

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article 109 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service EDIFLEX de la société **EPICTURE** font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

En particulier, l'entreprise titulaire d'un marché reconnaît explicitement par le présent document que :

- Les attestations de paiement direct de ses sous-traitants, tel qu'éditées par le Maître d'ouvrage à l'aide du service EDIFLEX, sont des documents qui l'engagent, sans nécessité d'une signature manuscrite par l'entreprise titulaire dans la mesure où le montant des travaux base marché à payer au sous-traitant n'a pas été modifié par un tiers lors du contrôle de la situation présentée.
- Dans le cas contraire, la mention « après correction du montant des travaux base marché proposé par nous-mêmes » apparaîtra sur l'édition issue du service EDIFLEX avant la somme à payer. Dans ce cas seulement, l'entreprise devra signer le document pour accord.
- Sauf indication contraire par lettre recommandée avec accusé de réception, les paiements effectués aux sous-traitants par le comptable sur la base de ces documents ne sauraient donner lieu à contestation ultérieure dans la relation susceptible d'intervenir entre l'entreprise et ses sous-traitants, ceci pour tout marché passé avec le Maître d'ouvrage et géré dans le service EDIFLEX.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société **EPICTURE** ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société **EPICTURE**.

6.6 Effet de la convention

La présente convention prend effet à la notification du marché.

6.7 Cessation de la convention

Il sera mis fin à la présente convention par application de l'article 4.5 "Ouverture et fermeture du service".

7 FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX

Le coût du service est pris en charge par le Maître d'ouvrage.

L'abonnement au service comprend :

- **l'ouverture des codes d'accès sur le serveur,**
- la mise à disposition des manuels « utilisateurs », code d'accès et mot de passe ;
- l'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- l'archivage des informations sur le serveur durant le chantier.

Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.

8 DEROGATION RELATIVE A L'ARTICLE 11 DU CCAG PI

Les dates de présentation des situations par le titulaire, de vérification et de validation par les représentants cités au chapitre 2 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi.

Les décomptes et le décompte général sont pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées.